

Revue de DROIT FISCAL

31 JUILLET 2014, HEBDOMADAIRE, N° 31-35 - ISSN 1279-8436

Le prochain numéro de la revue paraîtra le jeudi 4 septembre 2014

Directeurs scientifiques :
Florence DEBOISSY
Alexandre MAITROT DE LA MOTTE
Jean-Luc PIERRE

Rédacteur en chef :
Thomas JACQUEMONT

471 **ÉTUDE**

Le programme de stabilité et le pacte de responsabilité : la trajectoire des finances publiques de 2014 à 2017

Par Éric PICHET

472 **CHRONIQUE**

Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2014)

Par Ludovic BERNARDEAU et Olivier PEIFFERT

Également cette semaine

473 **Fiscalité des personnes** - Indemnité de dédit ou de rétractation prévue par une promesse synallagmatique de vente (CE, 7 mai 2014, concl. M.-A. NICOLAZO de BARMON, note A. BONNET)

475 **Fiscalité des entreprises** - Aménagement du régime des micro-entreprises (L. n° 2014-626, 18 juin 2014)

482 **Procédures fiscales** - Renvoi au Conseil constitutionnel d'une QPC relative à la contribution au service public de l'électricité (CE, 16 juill. 2014, concl. F. ALADJIDI)

483 Renvoi d'une QPC sur une pénalité égale au montant de l'avantage fiscal obtenu par autrui (CE, 16 juill. 2014, concl. F. ALADJIDI)

Sommaire

Actualités

page 3

Aperçu rapide, Rémi GOUYET, Une vraie fausse mesure de simplification : la piste d'audit fiable p. 3, Aperçu rapide, Marc PELLETIER, Vers un élargissement discret de la qualification de sanction fiscale p. 5, L'information en continu p. 6

Étude

page 13

471 *Éric PICHET* - Programme de stabilité et Pacte de responsabilité : la trajectoire des finances publiques de 2014 à 2017

Chronique

page 25

472 *Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT* - Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2014)

Commentaires

page 37

FISCALITÉ DES PERSONNES

473 *André BONNET* - Indemnité de dédit ou de rétractation prévue par une promesse synallagmatique de vente : indemnité d'immobilisation taxable (non) ; dommages et intérêts non imposables (oui) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 7 mai 2014) - *Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON*

474 *Thierry LAMULLE* - Exonération de la plus-value de cession de la résidence principale (CGI, art. 150 U) : conditions d'application en cas de déménagement antérieur à la cession (transposition de la jurisprudence rendue pour l'application de l'ancien article 150 C) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 7 mai 2014) - *Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON*

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

475 Aménagement du régime des micro-entreprises (L. n° 2014-626, 18 juin 2014)

476 Indemnité de dédit ou de rétractation prévue par une promesse synallagmatique de vente : indemnité d'immobilisation taxable en BNC (non) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 7 mai 2014)

477 Aménagement du régime déclaratif spécial (L. n° 2014-626, 18 juin 2014)

IMPÔTS LOCAUX

478 Institution d'une taxation spécifique des micro-entreprises aux taxes pour frais de CCI et de chambres de métiers (L. n° 2014-626, 18 juin 2014)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

479 Taux réduit de 5,5 % applicable dans le secteur du logement social : précisions administratives (BOI TVA-IMM-10-10-20, 15 juill. 2014)

TAXES DIVERSES

480 Champ d'application de la taxe pour le développement des industries du secteur mécanique : exclusion des boîtiers métallique d'airbag et éléments de ceinture de sécurité, même en cas de mise en oeuvre de techniques utilisées pour la fabrication de produits soumis à la taxe (CE 8^e et 3^e ss-sect., 2 juill. 2014)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

481 Renvoi préjudiciel à la CJUE sur la portée de l'exemption d'impôt des fonctionnaires de l'UE quant à l'octroi d'un avantage fiscal national. Les revenus doivent-ils être inclus dans le revenu fiscal de référence pour le calcul du dégrèvement de taxe d'habitation ? (CE 8^e et 3^e ss-sect., 2 juill. 2014) - *Conclusions Benoît BOHNERT*

PROCÉDURES FISCALES

482 Renvoi au Conseil constitutionnel d'une QPC relative à la contribution au service public de l'électricité (CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 juill. 2014) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

483 Renvoi au Conseil constitutionnel d'une QPC relative à une pénalité égale au montant de l'avantage fiscal obtenu par autrui (CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 juill. 2014) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

484 Refus de transmission d'une QPC sur l'absence de bénéfice du dégrèvement transitoire de CET pour les SCP et SCM (CE 9^e et 10^e ss-sect., 11 juill. 2014) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

485 Commentaires administratifs des nouveaux délais pour les actions fondées sur la non-conformité d'une règle de droit à la règle supérieure (BOI CTX-RDI-40, 25 juin 2014)

INDEX

B

Bénéfices non commerciaux

- Champ d'application476

C

Chroniques

- Jurisprudence de la CJUE472

Constitution

- Question prioritaire de constitutionnalité.482, 483, 484

Contribution au service public de l'électricité

- Taux et modalités de recouvrement482

Contribution économique territoriale (CET)

- Dégrèvement transitoire en 2010484

Contribution sur les retransmissions sportives

- Paiementact. 436

Cour de justice de l'Union européenne

- Jurisprudence472

Crédits d'impôt

- Développement durable et économies d'énergieact. 434

D

Droit de l'Union européenne

- Directive mère-filleact. 435

- Jurisprudence de la CJUE472

- Privilèges et immunités de l'Union européenne481

E

Enregistrement

- Formalité fusionnéeact. 437

F

Finances publiques

- Politique budgétaire471

I

Impôt sur le revenu

- Exonérationsact. 433

Indemnités

- Dédit ou rétractation prévue par une promesse synallagmatique de vente473

P

Plus-values immobilières

- Exonérations474

Publicité foncière

- Formalité fusionnéeact. 437

R

Rapports

- Politique européenne de concurrenceact. 439

Réclamation au service des impôts

- Délai485

Régimes d'imposition

- Micro-entreprises475

- Régime déclaratif spécial (micro-BNC)477

S

Sanctions fiscales

- Amende de l'article 1740 (réduction d'impôt pour investissement outre-mer)483

Suite de l'index page suivante >